

**MOTION ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DES GRÉVISTES ET PARENTS DU LYCÉE FRANÇAIS DE MADRID
2 DÉCEMBRE 2025**

Depuis le CA du 17 juillet 25, au cours duquel l'AEFE s'est vue demander de refonder son modèle économique, la communauté éducative du LFM, à travers les syndicats de personnels et les associations de parents est en alerte.

De nombreuses actions ont été menées, montrant notre inquiétude, croissante :

- grèves de début d'année (dont celle du 18 septembre fortement suivie)
- au sein de l'établissement : opération cartons jaunes pour prévenir que nous étions vigilants, puis opération cartons rouges pour prévenir que nous n'étions pas d'accord avec ce qui se passait
- Heures d'Information Syndicale pour les salarié.es (primaire et secondaire)
- déclaration liminaire commune parents et syndicats en CE
- votes contre la suppression de postes de détachés en CE
- mails aux familles
- AG de l'ensemble des personnels jeudi 20 novembre
- lors de la venue de la directrice générale de l'AEFE et de l'ambassadrice,
- manifestation silencieuse conjointe des personnels et des familles le lundi 24/11
- AG organisée par les organisations syndicales et les associations de parents au théâtre du lycée et suivie par près de 200 parents, lundi 1 décembre

La décision, prise par la direction du LFM, du non accueil de nos élèves ce jour est l'aboutissement de toute cette série d'actions fructueuses et menées conjointement avec les familles : la direction a préféré ne prendre aucun risque.

Notre message est clair, nos représentants le disent aux réunions :

Nous refusons catégoriquement que l'énorme effort financier demandé par l'AEFE et les ministères repose sur les familles déjà beaucoup mises à contribution ces dernières années.

Nous refusons catégoriquement les pistes évoquées par l'AEFE et le MAE qui remettraient en cause le modèle de notre lycée.

Nous refusons catégoriquement que les économies demandées par les ministères soient faites sur le dos des salariés, détachés et locaux, enseignants ou non.

Nous refusons catégoriquement que ces mesures brutales, conséquences de choix politiques inacceptables, mettent en péril le réseau historique de l'AEFE.

En ce sens, nous demandons un rendez-vous le plus rapidement possible avec vous, afin de discuter localement et en toute transparence de la suite du projet immobilier, et plus généralement, de solutions différentes (prise en charge de la PFC par l'Education Nationale, fin de subventions aux établissements privés...) .

Les organisations syndicales et les associations de parents du Lycée Français de Madrid.